

# Rôle de l'éducation, des médias et des dépenses dans la croissance inclusive<sup>1</sup>

Rob Waddle<sup>2</sup>

[Click for the  
English version](#)

Première version : Juin 2016

Cette version : Mai 2018

## Résumé

Nous étudions une économie avec la faiblesse des systèmes de justice et de sécurité, avec l'absence de régulation et de politiques publiques harmonisées ou peu de capacité de les mettre en œuvre, avec l'existence de grandes barrières à l'entrée dans les secteurs profitables. Elle ne dispose non plus de mécanisme incitatif approprié pour forcer les dirigeants à fournir des services publics, ni de moyens de pression adéquats des citoyens pour réclamer et obtenir leurs droits. Nous examinons la croissance et les opportunités de développement basées sur la demande induite.

Nous montrons d'abord qu'il y a espoir pour une telle économie de croître et de générer une situation gagnante-gagnante pour tous les acteurs si la demande induite est produite. Nous explorons ensuite les conditions qui pourraient stimuler la production d'une telle demande. Nous montrons enfin que la connaissance des dépenses du secteur privé, public et international et les outils académiques suffisent, à l'instar du secteur informel, pour déclencher la production de la demande induite.

Notre modèle peut servir d'orientation aux bailleurs et ONG et aux médias qui devraient mieux partager les informations sur les opportunités existantes et accessibles. Il peut fournir aussi des balises aux écoles professionnelles et universités qui devraient s'appliquer davantage à fournir des outils (formation avec un niveau d'adaptabilité à la production et une facilitation d'interaction) pour bénéficier de telles opportunités.

*Mots clés:* croissance, développement, monopole, oligopole, inégalité, pauvreté

*JEL numbers:* D21, D43, D61, D63, L41, O12, O41, I3

---

<sup>1</sup> Nous sommes reconnaissants aux participants de différents séminaires pour les commentaires et discussions intéressants. Nous remercions la Banque de la République d'Haiti, les Gouvernements français et espagnol de l'octroi de précédentes bourses d'études permettant d'initier cette recherche.

<sup>2</sup> Universidad Carlos III de Madrid, Madrid, Espagne. E-mail: [rwaddle@eco.uc3m.es](mailto:rwaddle@eco.uc3m.es)

## I. Introduction

Les pays en développement ont été le centre d'intérêt de nombreuses études bien documentées qui mettent l'accent sur l'environnement complexe et proposent de nombreuses recommandations clés.

Barton-Dock et Singh (2015) propose un paquet de politiques plutôt que des activités sectorielles indépendantes. L'Etude Diagnostique Systémique cible au moins 5 thématiques autour des activités qui doivent être organisées pour déclencher le développement en Haïti: (i) équilibrer la stabilité macroéconomique avec les besoins de développement; (ii) améliorer les statistiques et les analyses; (iii) créer de plus grandes opportunités économiques et de meilleurs emplois, incluant les infrastructures et le capital humain; (iv) (re) bâtir le contrat social; et (v) réduire les vulnérabilités et bâtir la résilience. Des progrès sont nécessaires simultanément dans toutes les thématiques.

Singh (2015) suggère de collecter régulièrement des données sur les dépenses publiques et mieux les adapter aux différents secteurs, améliorer la coordination pour rendre l'allocation et la composition des dépenses publiques liées à une meilleure livraison des services. Il recommande de balancer les politiques fiscales et les politiques de développement et d'avoir un plus grand retour sur la croissance. En général, la gestion des projets d'investissement doit être améliorée en renforçant leur sélection, leur programmation, leur exécution, leur contrôle et leur évaluation.

Alexandre et al (2013) montre que bâtir la cohésion sociale et la mettre au centre des efforts de développement est crucial pour réduire la fragilité. Ils soulignent que la cohésion sociale implique une convergence entre les groupes et leur donne une raison d'exister. A mesure que le degré de convergence augmente et que les groupes voient leur intérêt mélanger entre eux, ils deviennent plus connectés et ont plus d'incitation à collaborer. Une telle convergence entre les groupes sert ainsi d'élément essentiel à l'action collective. Pour que les groupes convergent, ils ont besoin de voir qu'il vaut mieux de collaborer que de faire concurrence. Ils ont besoin de croire aux fondamentaux du système dans lequel ils opèrent, même s'ils n'aiment pas les motivations des autres groupes.

Ils recommandent de placer la cohésion sociale comme un objectif clair de politique de développement. Le renouvellement de la croissance et la réduction de la pauvreté sont important mais non suffisants. Les politiques de support à la croissance et de réduction de pauvreté n'auront pas réussi s'ils ne contribuent pas à la cohésion sociale. Beaucoup de Gouvernement n'ont toujours pas articulé la cohésion sociale dans leur stratégie de lutte contre la fragilité. Travailler vers l'amélioration de la cohésion sociale exige une bonne compréhension des dynamiques sociétales et l'adaptation des programmes et politiques.

Ces études sont parmi les meilleures à fournir un excellent diagnostic des enjeux clés auxquels font face les pays en développement et comment les adresser. Ils représentent un bon échantillon des nombreux rapports et études financés par l'aide externe pour analyser les pays en développement et fournir des solutions appropriées.

Notre étude est reliée à ces études but se différencie d'elles sur deux points.

D'abord, toutes ces études prennent, comme données, les capacités de bonne décision et de mise en œuvre associée au leadership et à la stabilité politique. Par contre, elles ne montrent qui va assurément mettre en œuvre de telles recommandations. Elles sont aussi muettes sur les prérequis minimaux de mise en œuvre. En fait, toutes les solutions proposées sont, soit basées sur la bonne gouvernance et les bonnes politiques publiques, soit basées sur la mise en place de meilleures institutions.

Toutes les solutions proposées échouent automatiquement si aucune des conditions ci-dessus n'est satisfaite. D'ailleurs, la réalité des pays en développement montre qu'il est très difficile de compter sur les réformes économiques et institutionnelles. Un pays en développement peut-il croître et réduire l'inégalité avec très peu de réformes. A notre connaissance, nous sommes les premiers à étudier la croissance et la réduction de l'inégalité sous de telles conditions.

Ensuite, toutes les études utilisent l'approche traditionnelle du haut en bas en regardant comment les décisions relatives aux bonnes politiques publiques peuvent améliorer l'économie. Cependant, de telles décisions risquent de n'être pas prises dans les courts et moyens termes.

Nous prenons l'approche opposée de bas en haut et regardons comment les actions clés de la classe moyenne peuvent aider à créer de la richesse individuelle et collective indépendamment des politiques et décisions des dirigeants. Nous cherchons ainsi à fournir du pouvoir d'achat et de pouvoir de négociation aux citoyens qui peuvent ainsi mieux choisir leurs dirigeants ou mieux contrôler ex-post les actions de leurs dirigeants.

Nous considérons une économie dotée de grandes barrières à l'entrée dans les secteurs clés, avec des systèmes de justice et de sécurité défaillants, avec l'absence de politiques publiques et de régulation ou de faible capacité de mise en œuvre, avec l'inexistence de moyens de pression adéquats des citoyens. Nous investiguons la croissance basée sur la demande induite.

L'étude est organisée ainsi. La section I présente le modèle. La section II analyse les résultats du modèle et son impact sur l'économie. La section III conclut avec des indications pour les recherches futures.

## II. Le modèle

Nous considérons une économie avec  $Q_1$  la production totale (le PIB) mais avec une demande totale estimée  $P(Q) = a - bQ$  avec  $a, b > 0$  et où  $Q = Q_1 + Q_2$ .  $Q_1$  représente la production directe et  $Q_2$  représente la production potentielle dérivée de la production directe.

Le coût total pour produire  $Q_1$  et  $Q_2$  est respectivement  $CT(Q_1) = cQ_1$  et  $CT(Q_2) = cQ_2$  avec  $a > c > 0$  où  $c$  est le coût marginal de production.

En général, la production d'un bien entraîne la production ou la consommation d'un autre bien. Parfois, les entreprises ne font pas une intégration verticale de toute la chaîne ou filière. Ces deux postulats laissent aisément place à une demande induite à satisfaire.

Supposons que cette demande induite notée ici  $Q_2$  ne fait pas appel à une technologie hyper sophistiquée, comme la conception et la construction d'un avion supersonique. La production de  $Q_2$  (*Quoi produire*) ne nécessite que la combinaison de deux ingrédients clés: un stock de connaissance spécifique  $A$  (*Comment produire*) et un stock de ressources humaines  $H$  (*Avec qui produire*) suivant une technologie reliée à la fonction de production  $Q_2 = f(A, H) = \mu A^\alpha H^\beta$  avec  $\mu > 0$ ,  $0 < \alpha \leq 1$  et  $0 < \beta \leq 1$  où  $\alpha$  désigne le taux d'adaptabilité de la connaissance à la production et  $\beta$  désigne le taux d'interaction dans la société. Les taux  $\alpha, \beta$  sont plus élevés dans les pays développés que dans les pays en développement.

Considérons d'abord le cas où, à cause des barrières à l'entrée et d'autres contraintes, seules les entreprises 1 sont capables de produire  $Q_1$  en maximisant  $\pi_1 = P(Q)Q_1 - cQ_1$  qui conduit à  $Q_1^m = \frac{a-c}{2b}$  et  $\pi_1^m = \frac{(a-c)^2}{9b}$

Considérons maintenant le cas où, sous l'effet d'un nouveau dynamisme, des entreprises 2 arrivent à entrer sur le marché et produisent la demande dérivée  $Q_2$ . Deux groupes d'entreprises font ainsi concurrence à la Stackelberg. Les entreprises 1 sont leader et produisent  $Q_1$  en maximisant  $\pi_1 = P(Q)Q_1 - cQ_1$  et les nouvelles entreprises 2 sont des suivantes et produisent  $Q_2$  en maximisant  $\pi_2 = P(Q)Q_2 - cQ_2$

Au nouvel équilibre de Stackelberg, nous avons  $Q_1^s = \frac{a-c}{2b}$  et  $Q_2^s = \frac{a-c}{4b}$ , c'est-à-dire,

$$Q = Q_1^s + Q_2^s = \frac{3(a-c)}{4b} \text{ et } \pi = \pi_1 + \pi_2 = \frac{(a-c)^2}{8b} + \frac{(a-c)^2}{16b} = 3(a-c)^2/16b$$

Comme  $Q_2 = Q_2^s = \mu A^\alpha H^\beta$ , on a :  $\mu A^\alpha H^\beta = \frac{a-c}{4b}$

Un simple calcul nous permet d'avoir :  $\alpha^* = \frac{1}{\ln A} \ln \left( \frac{1}{\mu} \frac{1}{H^\beta} \frac{a-c}{4b} \right)$  et  $\beta^* = \frac{1}{\ln H} \ln \left( \frac{1}{\mu} \frac{1}{A^\alpha} \frac{a-c}{4b} \right)$  les taux d'adaptabilité et d'interaction nécessaires à la production de la demande induite  $Q_2$

Comparons les équilibres dans les cas de monopole et de Stackelberg

Dans la situation de monopole où seules les entreprises 1 produisent  $Q_1^m$ , nous avons:

$$Q_1^m = \frac{a-c}{2b} \text{ et } \pi_1^m = \frac{(a-c)^2}{9b}$$

Dans la situation de Stackelberg où les entreprises 1 et 2 produisent  $Q_1^s$  et  $Q_2^s$ , nous avons:

$$Q_1^s = (a-c)/2b \text{ et } Q_2^s = (a-c)/4b$$

$$\pi_1^s = (a-c)^2/8b \text{ et } \pi_2^s = (a-c)^2/16b$$

$$Q = \frac{3(a-c)}{4b} > \frac{a-c}{2b} = Q_1^m = Q_1^s$$

$$\pi = \pi_1^s + \pi_2^s = \frac{3(a-c)^2}{16b} > \frac{(a-c)^2}{9b} = \pi_1^m < \pi_1^s = (a-c)^2/8b$$

Quand la demande totale estimée est satisfaite, c'est-à-dire, quand  $Q_1^s$  et  $Q_2^s$  sont produites, la production totale (PIB) s'accroît et l'économie est gagnante.

Les entreprises 1 produisent la même quantité mais font plus de profits dans la situation de Stackelberg que celle du monopole. Les entreprises 2 sont maintenant sur le marché, produisent et font de profits.

Les consommateurs sont gagnants car les prix sont plus faibles dans la situation de Stackelberg quand la situation de monopole.

Il s'ensuit que toute l'économie (entreprises 1, entreprises 2, consommateurs) sont dans une situation gagnante-gagnante dans la situation de Stackelberg, mais non dans la situation de monopole.

### III. Implication des résultats et impacts sur l'économie

Notre résultat montre qu'il est possible d'entrer sur un marché sans déranger ou empirer l'équilibre statu quo existant. Beaucoup d'analyses politiques ont souvent pointé le maintien du statu quo, comme la cause principale de la mauvaise performance ou des blocages de réformes dans les secteurs clés. Notre résultat montre, au contraire, qu'il est même possible d'améliorer la situation antérieure de façon collective, en rendant les riches plus riches et les pauvres moins pauvres.

Notre modèle prend l'allocation des ressources actuelles comme donné, comme une contrainte au-delà de contrôle et montre que seuls deux ingrédients sont importants: la capacité de percevoir une demande dérivée  $Q_2$  additionnelle (non desservie) et la capacité de desservir une telle demande  $Q_2$ . La première capacité peut être acquise ou supportée par une campagne massive médiatique sur les dépenses et prévisions de dépenses du Gouvernement et des bailleurs. Avoir une plateforme web qui fournit des informations sur les opportunités, à travers les dépenses du Gouvernement, des bailleurs et des ONG est un bon départ<sup>3</sup>. La deuxième capacité réfère à l'orientation des curricula des écoles et universités dont la première tâche

<sup>3</sup> Le lecteur peut consulter <http://www.jobpaw.com> comme exemple de plateforme web connectant entreprises, universités et professionnels et créant des interactions entre eux.

devrait être d'entraîner les professionnels à produire la demande dérivée à travers une formation  $A$  avec un niveau d'adaptabilité  $\alpha^*$  et une facilitation d'interaction  $\beta^*$  pour aller chercher et coordonner les ressources humaines  $H$ . Ce faisant, nous créons une situation gagnante-gagnante entre entreprises, universités et professionnels, comme illustré dans Fig. 1 emprunté de Waddle (2012). Nous connectons la production avec la consommation et la formation, le chaînon manquant dans les pays en développement.

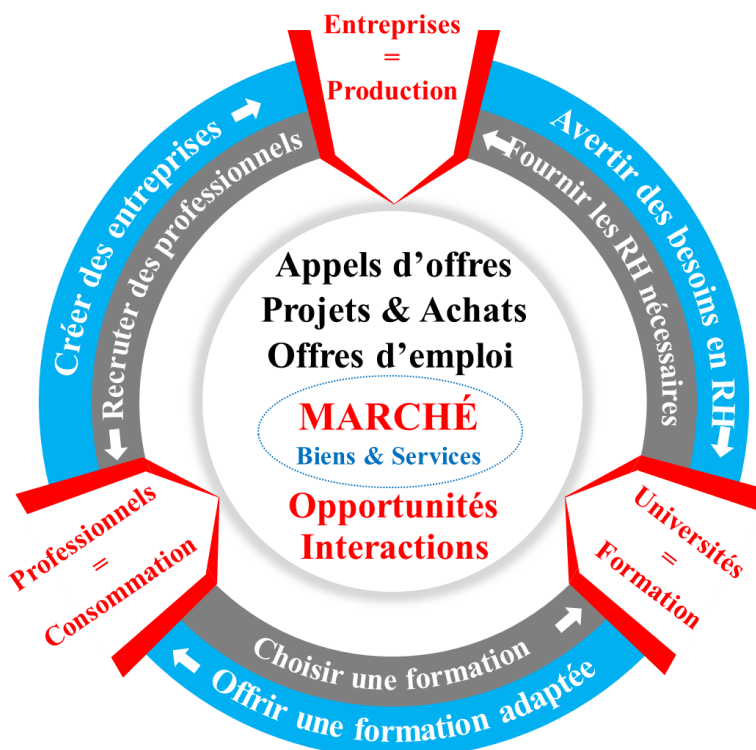


Fig 1 : Processus de création de richesse collective

#### IV. Conclusion

Nous avons étudié un pays en développement typique avec des systèmes de justice et de sécurité peu fiables, avec l'absence ou la capacité de mise en œuvre des politiques publiques et de régulation, avec la difficulté d'entrer dans les secteurs de marchés profitables. De plus, il n'y a ni de mécanisme incitatif approprié pour forcer les dirigeants à fournir des services aux citoyens, ni de moyens de pression adéquats des citoyens pour réclamer et obtenir leurs droits. Nous avons d'abord montré l'existence des opportunités inexploitées basées sur la demande dérivée. Nous avons ensuite montré la possibilité de croissance d'une telle économie de croître et de générer une situation gagnante-gagnante si la demande induite est produite. Nous avons enfin montré que la connaissance des dépenses du secteur privé, public et international et les outils académiques suffisent pour déclencher la production de la demande induite.

Beaucoup d'initiatives réussies ([Solutions.ht](http://Solutions.ht), [Transversal.ht](http://Transversal.ht), [Geninov.ht](http://Geninov.ht), [JobPaw.com](http://JobPaw.com), etc.) ont été mises en place, en se basant sur la demande dérivée et la combinaison des différents niveaux de connaissances des associés. Le secteur informel est majoritairement basé sur l'offre des biens et services générés par la dynamique de l'économie. Beaucoup de domaines

potentiels (cafeteria, photocopies dans les écoles et universités, accompagnement scolaire, orientation scolaire, insertion professionnelle, réparations de téléphones mobiles, etc.) devraient être explorées comme demande dérivée à desservir.

Le modèle a aussi montré qu'il existe un équilibre intermédiaire entre l'équilibre actuel inacceptable (le statu quo caractérisé par une faible croissance et une grande inégalité) et l'équilibre à long terme (l'idéal caractérisé par la bonne gouvernance et des réformes institutionnelles). Un tel équilibre intermédiaire plus réaliste comme démontré dans le modèle est un plaidoyer pour créer des opportunités et interactions pour la classe moyenne qui, en retour, peut avoir un grand impact sur le bien-être de la masse. Ceci aidera à créer la croissance inclusive et la réduction d'inégalité.

La conséquence la plus immédiate du modèle est de montrer qu'il existe des opportunités, en dehors de la politique et qu'il est possible de générer une situation gagnante-gagnante entre les acteurs pour créer une croissance inclusive et la réduction de pauvreté, les ingrédients indispensables pour réaliser plus tard des réformes institutionnelles.

Notre modèle peut servir de guide aux bailleurs et ONG travaillant dans les pays en développement et aux médias. Il montre que la meilleure aide est de partager les informations sur les opportunités existantes et accessibles. Il peut aussi fournir des balises aux écoles professionnelles et universités qui devraient s'appliquer davantage à fournir des outils académiques, une formation avec un niveau d'adaptabilité à la production et une facilitation d'interaction, pour bénéficier des opportunités existantes. Il donne aussi espoir aux professionnels vivant dans les pays en développement que laisser le pays n'est pas la seule option et desservir la demande dérivée est une voie à explorer.

Comment la croissance générée et la réduction d'inégalité peut encourager la mise en œuvre des réformes économiques et institutionnelles est un sujet intéressant. Nous le laissons comme sujet de recherche future.

## V. Références

Alexandre M., A. Willman, G. Aslam and M. Rebosio (2013), "[Societal Dynamics and Fragility Engaging Societies in Responding to Fragile Situations](#)," *World Bank report, The World Bank, Washington DC*

Barton-Dock, M. and R. J. Singh (2015), "[Haiti: Towards a new narrative – Systematic Country Diagnostic](#)," *World Bank report, The World Bank, Washington DC*.

Singh, R. J. (2015), "[Towards Greater Fiscal Sustainability and Equity: A Discussion of Public Finance](#)," *World Bank report, The World Bank, Washington DC*.

Waddle, R. (2012), "[Interaction des acteurs du marché et Développement socio-économique](#)," *Haiti Perspectives*, 1 (1), 24-28.

Waddle, R. (2008). "Mécanisme de création et de distribution de la richesse." JobPaw.com. 6 June 2008. Web. 27 June 2016. < <https://www.jobpaw.com/assets/pdf/ModeleJOBPAW.pdf> >